



CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE

2024/18122024/20

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024142-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



## DÉLIBÉRATIONS

Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,  
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE  
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation : 11 décembre 2024**



## DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024142-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

**20 CONVENTION DE SUBVENTION ACCORDÉE PAR LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA CHALOUPÉ POUR L'ANNÉE 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

MESDAMES, MESSIEURS,

La subvention sollicitée par délibération du 26 septembre 2024 auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (D.D.E.T.S.) pour le financement de l'accueil de jour la Chaloupe a été accordée.

La D.D.E.T.S. propose une convention d'une durée d'un an du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024 d'un montant de 162 012 € correspondant à 32.10 % du coût total de l'action intégrant la contribution financière de l'État pour compenser le coût de la revalorisation salariale des professionnels de la filière socio-éducative, dans le secteur « Accueil, Hébergement, Insertion » (A.H.I.), exerçant un métier référencé même sans détenir un diplôme particulier. L'ensemble des agents exerçant à la Chaloupe sont considérés par l'État comme exerçant des fonctions de moniteur éducateur.

Le montant de la compensation proposée correspond aux 7,35 ETP affectés à la Chaloupe et répondant aux critères d'éligibilité de la notice A.H.I. de juin 2022.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention avec La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2024.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU la Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU la Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 modifiée relative à la politique de santé publique notamment son article 8,

VU la Décision du Gouvernement et les annonces réalisées le 18 février 2022 à Paris de M. Jean CASTEX, Premier Ministre, sur les mesures prises en faveur des métiers de l'accompagnement social et médico-social et la notice de juin 2022 pour l'application au secteur « Accueil, Hébergement, Insertion »,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 26 septembre 2024 relative à la demande de subvention auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour le fonctionnement de la Chaloupe en 2024,

VU la Convention annexée,

CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. dans le parcours 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du ministère de la cohésion des territoires,

## DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024142-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

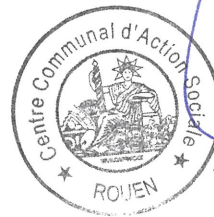
Pour l'autorité compétente par délégation



APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention avec la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2024,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.



POUR EXTRAIT CONFORME,  
La Présidente de Séance,

Caroline DUTARTE  
Vice-Présidente du C.C.A.S.

*Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*